

« **Nourriture, Autonomie, Paysannerie** »  
**Colloque International d' Agroécologie**  
27 et 28 novembre 2008 à Albi (France)

Atelier « marchés locaux »

Le vendredi 28 novembre de 8h30 à 12h

**Contribution Emmanuel Antoine, MINGA**

1, quai du square  
93200 Saint-Denis  
tel: 01 48 09 92 53

[www.minga.net](http://www.minga.net)

## **Vers une mondialisation équitable et la relocalisation des économies**

**Pas d'agriculture biologique sans paysan, pas de marché local sans commerçant.**

Minga a toujours soutenu que le commerce équitable était d'abord et avant tout un enjeu de développement local choisi par les populations : le développement d'une filière d'importation ne devrait jamais se faire au détriment des cultures vivrières, ici comme là-bas. Pour nous, aborder la question d'un commerce plus équitable, c'est forcément remettre en cause les modèles commerciaux les plus inéquitables, en l'occurrence celui de la grande distribution : un modèle qui se présente comme étant « sans commerçant », mais qui verrouille en amont (les fournisseurs) et à l'intérieur (le personnel).

Comme l'agro-industrie qui développe un modèle agricole sans paysans, la grande distribution développe un modèle sans commerçant. Ce faisant, elle est l'agent principal de l'endettement des ménages et de la paupérisation des territoires. Mais combattre la grande distribution **sans proposer des alternatives qui permettent de rendre accessibles à tous des produits alimentaires de qualité**, c'est partir battu et faire de nos engagements un domaine réservé aux militants ou aux ménages ayant les moyens de payer des produits frais et sains. C'est laisser au plus grand nombre le choix, soit de se serrer la ceinture soit de se nourrir en négligeant leur santé. Quels que soient leurs mérites et leurs pertinences en matière d'engagement et même s'il convient d'encourager ce type d'initiative, la vente directe et les AMAP, seules, ne sont pas en mesure de répondre aux défis auxquels nous avons à faire face, ne serait-ce qu'à cause de la pénurie d'offre (insuffisance de maraîchers du fait du prix des terrains à proximité des villes). Le développement de marchés locaux, ne peut se faire sans commerçant et sans intermédiation. Le développement des garanties participatives associant les différents acteurs d'une filière peut aussi se faire avec la médiation du commerçant, comme une partie prenante associée au même titre que les clients et les fournisseurs à l'élaboration et aux contrôles d'une garantie.

Nous sommes bien conscients que les liens entre commerçants et paysans sont empreints d'une certaine suspicion. Pourtant aujourd'hui, ils sont victimes les uns

et les autres d'une logique de concentration capitaliste dans le domaine de la distribution, qui paupérise les campagnes et fait disparaître les commerces indépendants de centre-ville.

Nier la question du commerçant, c'est ouvrir un boulevard à la « certification » des produits, nouvel eldorado de la concentration : se refusant à examiner l'évolution des pratiques professionnelles de tous les acteurs d'une filière, elle encourage aussi une économie sans interlocuteur, sans médiation... mais avec de beaux logos !

L'enjeu n'est pas seulement l'accès au marché, mais les conditions de sa transformation pour que l'accès à des légumes de saison, sans pesticide ne soit pas un luxe. Construire des ponts et des alliances avec les commerçants est déterminant pour développer des circuits courts.

## Ni localisme, ni exotisme !

Quand aujourd'hui avec 6,7 milliards d'habitants, près de 900 millions souffrent de malnutrition, dont une grande partie sont des familles paysannes, on a de quoi être inquiet.  $\frac{3}{4}$  vivent en milieu rural et  $\frac{1}{4}$  vivent dans des bidonvilles.

D'ici 2050, c'est 9 milliards d'habitants qu'il faudra nourrir sans épuiser les sols et tout en réduisant les émissions de CO<sub>2</sub>. Qui plus est, selon les estimations inquiétante de l'ONU, 70% de cette population vivra dans des mégapoles. Voilà le double défi de ce siècle.

Même si cette question reste aujourd'hui sans réponse, même si nos actions sont modestes, ce défi hors norme doit en permanence rester en arrière plan de notre réflexion. Et c'est dans ce cadre que la relocalisation des économies se situe.

Le débat ne porte plus sur les intentions, mais sur les mises en oeuvre. Cela induit forcément de se confronter à des conflits d'usages (eau/semences/foncier) et d'intérêts ; cela réinterroge nécessairement le modèle économique dominant fondé sur la primauté du droit de propriété. La question reste de savoir si ces enjeux seront traités de manière démocratique ou de manière militaire et policière, tout le débat est là.

Engagés dans le développement de filières internationales, nous avons critiqué la démarche civilisatrice de « french fair trader » qui vise à aider les producteurs défavorisés du Sud à trouver des marchés en Occident, mais qui refuse de remettre en question le modèle économique et qui maintient les pays du Sud dans la pauvreté pour fournir au Nord des matières premières et de la main-d'œuvre à bas prix. Aujourd'hui nous ne pouvons que nous féliciter de voir de plus en plus de personnes considérer que le commerce équitable est un enjeu local. Mais il ne faudrait pour autant tomber dans un localisme en forme d'œillère et se dérober du très lourd héritage des pratiques commerciales néo-coloniales des pays occidentaux vis à vis des pays pauvres : les échanges entre les continents font partie des réponses à construire pour relocaliser les économies

Il ne s'agit pas pour nous de chercher un ailleurs économique par l'accumulation de « révolutions minuscules », ni de sauver le capitalisme, ni de le moraliser, mais de le réguler là où le couple capital/travail et les Etats n'y arrivent pas (si tant est qu'ils le souhaitent vraiment). Réguler, non pas pour maintenir un ordre social dominant, mais pour répondre aux enjeux de la souveraineté alimentaire des peuples et de la préservation de la bio-diversité.

Même si les crises sanitaires (poulets aux hormones, vaches folles, ...) ont été le moteur du développement du marché de la bio, il ne faudrait pas que la peur soit le moteur du développement de l'agro écologie. Si l'on ne veut pas restreindre cette approche de l'agriculture à une nouvelle niche de marché et ce, quelque soit le système de garantie mis en place, nous pensons que l'on ne peut pas rester autonome par rapport aux forces qui contrôlent le marché, ni en appeler à la seule responsabilité des consommateurs : il convient de travailler sur les contradictions des acteurs dominants, pour que justement tout ne devienne pas marchand et privatisable, pour que l'agro écologie soit au centre des choix de société des citoyens et s'adresse à l'ensemble du monde agricole.

Quelques propositions :

Encourager des filières d'importations qui permettent aux populations de valoriser leurs productions locales.

Favoriser l'installation de marchés au sein des agglomérations. Freiner l'étalement urbain et pousser les agglomérations urbaines à mettre en place des établissements publics fonciers agricoles.

Relocaliser et se réappropriier les outils de transformation, ici et ailleurs.

Mettre en place des plates-formes permettant le stockage et la valorisation nécessaires du produit.

Repenser les politiques d'urbanisme afin de freiner l'étalement urbain et d'en finir avec les politiques de spécialisations en terme de zonage (logement, commerce, activité).

Inverser la logique induite par les produits agro-industriels et la junk food qui dispense de faire de la cuisine. Aménager les modes de vie pour permettre aux ménages d'apprendre à conserver et transformer les fruits et légumes de saison et adapter leur régime alimentaire en mangeant moins de viande.

Construire des logements sociaux comportant des petites parcelles de terre pour cultiver ses légumes.

Encourager la plantation d'arbres fruitiers dans les espaces publics.